

Face à une société en crise : reprenons le pouvoir !

L'état actuel de notre syndicat n'est que le reflet de notre inadaptation à une société qui évolue. Pour dépasser la crise du capitalisme¹, qui dégrade nos conditions d'études, il faut la comprendre. C'est à partir des conditions matérielles d'existence que nous nous devons d'apporter une analyse claire².

La montée générale du fascisme³ et de ses organisations ne fait que montrer une peur des capitalistes⁴ face à un monde qu'ils n'arrivent plus à contrôler. Partout dans le monde, plus personne ne sait où aller ni comment maintenir les travailleurs-producteurs de richesses- en rang. En France, cela se traduit par un État⁵ de plus en plus répressif. On constate quotidiennement la répression syndicale et policière, les lois anti-manifestations, etc.

Les contextes écologique et climatique ne sont que la face émergée de l'iceberg, la production excessive de biens matériels et de services -surproduction- touche tous les aspects de la vie. Ne soyons pas dupes, ce ne sont pas nos actes individuels qui nous rendront nos rêves et notre avenir. Un changement drastique du système est nécessaire, de notre manière de produire à notre manière de répartir la production.

La crise des institutions de la Ve République n'est qu'un aspect d'un système économique en perdition⁶ : privatisation sur privatisation, de la Française des Jeux à l'Aéroport de Paris, des cités U au diplôme, en passant par la santé, la Poste, la SNCF, les autoroutes, etc. Privatiser plus pour gagner moins, faire payer des taxes aux étudiant.e.s tout en supprimant l'ISF, la logique capitaliste est claire. Plus celles et ceux n'ayant que leur force de travail pour vivre, les exploité.e.s, les prolétaires, devront payer, plus nous serons

¹ **Crise du capitalisme** : 3 notions sont présentes ici, la **crise** est un malaise social et sociétal induisant une non-satisfaction des besoins de la population. Le **capitalisme** est le système dans lequel nous vivons, il implique une classe dominante -les bourgeois ou capitalistes- et une classe exploitée -les prolétaires- chacune s'organisant pour défendre ses intérêts. **La crise du capitalisme** signifie que le système capitaliste n'arrive plus à satisfaire les besoins principaux du prolétariat -un toit, un travail, etc. Cette crise se traduit par une colère de la classe prolétaire que les capitalistes sont obligé.e.s de contrôler de manière plus brutale, d'où une montée de l'extrême droite.

² Ce que nous appelons analyse claire des conditions matérielles d'existence se définit avec une grille du **matérialisme dialectique** : le **matérialisme** est une doctrine scientifique d'après laquelle il n'existe d'autre substance que la matière, elle implique une vision objective des faits tels qu'ils sont réellement sans notion de jugement de bien ou de mal par exemple. Le **dialectique** est une marche de la pensée reconnaissant le caractère inséparable de propositions contradictoires, comme la nécessité d'une classe dominante pour qu'il existe une classe exploitée. La synthèse des deux -le **matérialisme dialectique**- est une analyse de la réalité en prenant en compte les liens unissant objets que nous analysons. Elle permet d'étudier scientifiquement une société dans son environnement global.

³ **Fascisme**: stade du capitalisme en crise, qui se traduit par une militarisation de la société.

⁴ **Capitalistes** : qui détient les moyens de production et fait partie la classe des exploité.e.s du prolétariat. Le capitaliste a besoin des moyens de production et de la force de travail du prolétariat pour pouvoir exister.

⁵ **État** : Autorité souveraine s'exerçant sur un peuple et un territoire déterminés. Pour Marx, l'État n'est qu'un outil du capitalisme permettant de protéger les bourgeois et d'exploiter les prolétaires, l'État est répressif, c'est-à-dire qu'il utilise la force pour empêcher le prolétariat de se révolter.

⁶ **Crise politique/économique** : la crise politique vient ici de la crise économique. En effet la crise politique vient d'une perte de confiance de la population en l'État. La crise économique actuelle a entraîné cette crise politique. Les revendications des manifestant.e.s qu'ils soient syndiqué.e.s, gilets jaunes, ou autre sont principalement économique : augmentation du pouvoir d'achat, augmentation des salaires, etc.

asservi.e.s. En effet, à la fin du mois, il faut payer l'école de ses enfants, la santé de sa famille, les routes de vacances.

Dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche, le marché de la formation⁷ s'est diversifié avec la densification des échanges universitaires, la mise en place de nouvelles modalités de coopération scientifique, l'insertion de l'enseignement supérieur dans la réorganisation du commerce mondial. La libéralisation⁸ « du commerce des services de l'éducation », souhaitée à l'origine par les pays anglo-saxons a introduit dans les services publics d'éducation les règles de l'enseignement privé, quand ce ne sont pas celles de l'entreprise. Que ce soit en Belgique, en Suisse, ou encore aux Etats-Unis. Au Mexique par exemple les étudiant.e.s, se soulèvent contre la mise en place d'une hausse des frais d'inscription et pour une université publique et gratuite, en Argentine c'est pour plus de budget et des enseignant.e.s payé.e.s que les travailleur.euse.s en formation⁹ se mobilisent. Partout dans le monde, les masses¹⁰ se mobilisent pour le libre-accès à l'Enseignement Supérieur et le droit d'étudier dans de bonnes conditions aux côtés des travailleur.euse.s.

En France, la logique capitaliste n'a jamais été aussi claire : individualisation¹¹, mise en concurrence, destruction des protections. Ce triptyque est également vrai dans l'Enseignement Supérieur. Depuis le processus de Bologne, les parcours n'ont eu de cesse de s'individualiser. Sous prétexte d'avoir un diplôme adapté à chacun, on voit l'arrivée d'options qui n'ont aucun rapport avec nos formations et qui, pire encore, les appauvrissent. Chacun.e a un diplôme spécifique à lui.elle même et sera donc un.e salarié.e pré-fabriqué.e pour un métier précis, une entreprise spécifique, une tâche particulière. Cette logique nous pousse encore à comprendre une chose : la formation est nécessaire à la production, les réformes de l'ESR impactent directement les conditions de travail futures et actuelles. En poussant des étudiant.e.s précaires à s'employer en guise de complément à des plans sociaux dévastateurs.

En France, la casse de la Sécurité Sociale¹² ainsi que tous les conquits sociaux¹³ est le symbole d'un pays qui n'a de protecteur que le nom et le libéral pour assumé. Plus de statut¹⁴

⁷ **Marché de la formation** : le marché est un ensemble d'opérations commerciales, financières, concernant une catégorie de biens ou de services, ici la formation. Le marché de la formation permet aux capitalistes de faire des bénéfices grâce à la formation via différentes stratégies -privatisations, sélection, etc.

⁸ **Libéralisation** : tendance à privatiser au maximum pour laisser une plus grande liberté aux grandes entreprises et de fait aux capitalistes en laissant le moins de pouvoir à l'Etat sur l'activité économique.

⁹ **Travailleur.euse en formation** : il est indéniable qu'aujourd'hui la formation fait partie intégrante du processus de production. Au-delà d'être un terme définissant un fait réel, l'objectif politique et syndical est de permettre la reconnaissance de l'étudiant.e comme faisant partie de la structure du travail et ainsi de reconnaître que la formation est un **risque** à prendre en compte et à pallier via des aides sociales -comme le chômage pallie au risque de ne pas avoir de travail, la retraite à celui de ne plus pouvoir, etc.

¹⁰ **Masse** : désigne les prolétaires s'organisant pour la lutte.

¹¹ **Individualisation** : acte de différencier des caractères individuels. On parle ici d'individualisation au niveau du diplôme -notion de diplômes "à la carte"- signifiant que chaque individu a un diplôme propre à ses "compétences" donc avec peu de possibilité de changer de métier au cours de la vie ; mais également l'individualisation se fait également dans les esprits par une mise en concurrence des étudiant.e.s qui instaure une solidarité quasi-inexistante ou seulement avec celles et ceux faisant partie de notre cercle social.

¹² **Sécurité Sociale** : système mis en place afin de cotiser selon ses moyens et recevoir selon ses besoins. Ce système considère que la vie est un risque et permet de vivre lorsque nous ne pouvons pas travailler. Elle socialise les salaires de sorte à ce que tout le monde soit protégé.e. Par exemple, un.e travailleur.euse cotisera selon son salaire et paiera ainsi la retraite d'une personne âgée n'ayant plus la possibilité de travailler. Elle permet d'organiser la solidarité entre toutes et tous.

pour les chômeur.euse.s, les fonctionnaires, les cheminot.e.s, bientôt les retraité.e.s, un jour pour plus personne, la destruction d'une institution telle que la Sécurité Sociale nous amènera au point mort sur notre place dans la production, qui modifie la structure du travail¹⁵. Cela fait un moment que nous en sommes partie intégrante, peut-être l'avons nous toujours été. Chaque fois qu'un statut est détruit, notre combat pour la reconnaissance du statut de travailleur.euse en formation n'en est que plus actuel.

I. Un début de mandat qui soulève de nombreuses questions.

Le début de mandat du Président Macron pose de nombreuses questions mais une principale s'en dégage : comment se fait-il que le prolétariat ne se soit pas défendu ?

Les lois et réformes mises en place depuis l'élection du valet de la bourgeoisie n'échappent pas à cette logique et le maître mot de ce début de quinquennat restera quand même **sélection**. Le Plan Etudiants en est sa représentation la plus pure. La modification de l'Arrêté Licence¹⁶ permet l'autonomie pédagogique des Universités. La suppression de notre principale protection, à savoir le cadrage national du diplôme¹⁷, ne fait que jeter hors de la fac les plus précaires, obligé.e.s de travailler pour payer leurs études et n'ayant pas les moyens de suivre leurs cours dans de bonnes conditions. Le Plan Bienvenue en France organise une sélection sociale et raciale via une augmentation des droits d'inscription qui s'étendra d'ici peu à tou.te.s les étudiant.e.s.

Malgré toute la brutalité de ces lois, le milieu¹⁸ ne s'est pas mobilisé plus que ça. Comment avons-nous pu ne pas mobiliser ? Où était l'UNEF à ce moment-là ? Comment repenser notre manière de mobiliser ?

La seule infime "victoire" de ces 3 dernières années a été la non-augmentation des frais d'inscriptions pour les étudiant.e.s étranger.e.s en doctorat, plus imputable à la CPU - Conférence des Présidents d'Université - qu'à nous. Les capitalistes ne sont pas fous au point de se couper de la classe encadrante¹⁹.

Tout au long de la mise en place de ces réformes, nous n'avons pas su conscientiser afin de donner les outils et de faire comprendre l'enjeu de la mobilisation. Rappelons-nous ce

¹³ **Conquis social** : nous parlons ici de conquis social et non pas d'acquis social car les droits que nous obtenons ne sont jamais acquis *ad vitam eternam*.

¹⁴ **Statut** : ici, le statut est le terme utilisé pour parler d'une protection sociale, le statut de chômeur.euse, de retraité.e ou encore de malade permet d'assurer une prise en charge pour permettre à tou.te.s de vivre lorsque nous n'avons pas la possibilité de travailler.

¹⁵ **Structure du travail** : concept développé par Marx sous le nom d'Infrastructure. Elle définit tout ce qui est relatif à la production -conditions de productions, forces productives, rapports de production. Comme dit plus haut, en tant qu'étudiant.e.s nous faisons partie intégrante de l'Infrastructure au vu du lien évident entre formation et production (*cf. travailleur.euse en formation*).

¹⁶ **Arrêté Licence** : souvent décrit comme le "Code du Travail des étudiant.e.s" l'arrêté licence est notre référence sur la question du cadrage national des licences -un nombre d'heures de cours à respecter, le droit à la seconde chance, etc.

¹⁷ **Protections** : ici, le cadrage nationale est vu comme une protection dans le sens où il permet aux étudiant.e.s d'accéder à l'ESR grâce à leur bac et à de bonnes conditions d'études permettant le droit à l'erreur.

¹⁸ **Milieu étudiant** : entourage matériel et moral des étudiant.e.s et plus largement de l'ESR. Ici nous parlons principalement des étudiant.e.s qui sont notre public cible mais nous pouvons élargir aux profs, administratifs, etc.

¹⁹ **Classe encadrante**: catégorie de travailleurs au service des intérêts de la bourgeoisie, à la fois dans l'appareil étatique et de production.

que nous sommes : un syndicat. Nous sommes là pour défendre les intérêts matériels et moraux des travailleur.euse.s en formation mais surtout nous devons être l'outil²⁰ dont se sert le milieu étudiant pour lutter. Nous ne récupérons pas les étudiant.e.s, ce sont les étudiant.e.s qui doivent récupérer l'outil syndical que nous construisons. Pour ce faire, syndicaliser est primordial pour permettre aux étudiant.e.s de se saisir des moyens à leur disposition pour lutter. Cela passe par l'activité militante sur chaque campus avec des tracts, des militant.e.s formé.e.s et un militantisme quotidien pour aider chacune et chacun à comprendre la place qu'iel occupe dans le monde de l'Enseignement Supérieur et plus largement, dans la lutte des classes²¹.

Ainsi, nous touchons un autre problème : le manque de militantisme et d'expertise du milieu dans quasiment toutes les AGE. Nous devons revenir aux bases, connaître les étudiant.e.s, leur prouver que nous sommes leur.s béquille.s quand iels en ont besoin, les conscientiser et leur faire comprendre qu'iels doivent se saisir de l'outil syndical pour défendre leurs droits. Notre analyse des lois et réformes doit être pointue. La production de fonds sur les questions juridiques doit être faite de manière régulière par le Bureau National afin de permettre aux statutaires d'AGE, de faire de l'activité à partir de textes de lois longs comme le bras. Au-delà de ça, nous devons repenser - comme tous les syndicats - notre manière de mobiliser. Les manifestations deviennent des défilés qui ne font pas peur au patronat, les grèves sont de plus en plus rares, et l'impuissance face à ces réformes toujours plus rapides est *a priori* ancré dans l'esprit des travailleur.euse.s. Repenser notre manière de nous mobiliser passe par une étude précise et des expérimentations militantes sur nos campus : quelle technique rassemble ? Qui vient en AG ? Quels mots doit-on employer pour intéresser les étudiant.e.s ? Qu'est-ce qui préoccupe les étudiant.e.s actuellement ? L'impact de la loi ORE paraissait assez incompréhensible pour la plupart d'entre nous mais utiliser des problématiques locales - comme la mise en place d'UE (Unités d'Enseignement) sans rapport avec notre formation initiale - est un moyen pour amener à ce genre de problématique.

Sur la question du Plan Bienvenue en France, nous aurions pu mobiliser plus. La mobilisation allait de soi : payer 3000€ pour faire ses études est inconcevable pour la plupart des étudiant.e.s et même dans des villes où les grosses mobilisations se font rares, les travailleur.euse.s en formation venaient d'elles-mêmes pour se mobiliser. Mais où était l'UNEF à ce moment-là ? Nous avons gagné dans les conseils en faisant voter des motions mais ce n'était clairement pas suffisant : comment allons-nous nous organiser dans 1, 2, ou 3 ans quand nos facs n'auront plus de fonds pour rembourser les frais ? La CPU nous a bien plus aidé que nous-même ; peu d'AG dans les facs, peu de militant.e.s sur le terrain, et on en revient à un problème récurrent : le recrutement. Le temps passe, mais les cadres restent. L'UNEF est faible, et se renouvelle peu, mais ce n'est pas en envoyant des BN (Bureaux Nationaux) faire de l'activité que nous reconstruirons une UNEF **prospère**. Pour se reconstruire et se renforcer, 3 mots d'ordres : **recrutement, formation, réorganisation**.

²⁰ **Outil syndical** : le syndicat n'est que l'outil dont doivent se saisir les masses pour lutter. Le syndicat ne crée pas la lutte, il l'organise en organisant les prolétaires.

²¹ **Lutte des classes** : désigne le processus dans une société hiérarchisée et divisée en classes sociales, chacune luttant pour sa situation sociale et économique.

II. Reconstruire, démocratiser, décentraliser : il est temps de mettre en application un modèle qui fonctionne !

La Tendance Action Syndicale n'est que le fruit d'un système destructeur et malsain : le système en tendance. Notre scission avec la TUAS a provoqué une ostracisation de notre groupe sur la base de rapports de forces pré-établis. Le système en tendance poussait la direction du syndicat à soutenir la TUAS face à notre groupe malgré une égale implication sur nos campus respectifs.

Comment avons-nous pu laisser des camarades sur le carreau alors que nous étions non seulement à jour de cotisation, mais aussi militant.e.s voire cadres, et faisons tout autant rayonner notre syndicat par notre présence, notre motivation et notre implication dans l'organisation ? Dans quel état était l'UNEF et comment ses choix montrent l'absurdité de rester dans un système qui s'effondre ?

Après un congrès victorieux et des scores inimaginables (25% du syndicat), nous avons été écarté.e.s puis avons quitté la tendance Unité et Action Syndicale que nous avons nous-même fondée. Non seulement le départ fût brutal et douloureux pour tou.te.s les camarades, qu'ils soient jeunes ou plus ancien.ne.s dans l'organisation, mais la reconstruction fût solitaire et la reconnaissance longue à obtenir. En effet, après plus de dix ans à travailler pour le rayonnement du syndicat, la direction nationale a décidé de jouer en faveur d'une tendance, qui, à la faveur des statuts, est la deuxième dans un congrès dont les résultats n'étaient déjà plus valides, mais qui n'avait aucune légitimité historique ni militante. Batailles après batailles nous obtenons des places au CN, puis des interventions, un droit de délégué au BN, des accords, et aujourd'hui nous voilà. Ce système qui est censé favoriser l'existence de diverses sensibilités politiques, a tout fait pour tuer la nôtre dans l'oeuf : contradiction suprême, symbole d'une crise profonde. Sûrement pas de la même tendance, nous restons tout de même tou.te.s membres du syndicat.

Ce système est l'une des causes de l'état actuel de notre syndicat. Nos résultats électoraux en sont la preuve criante. Notons la perte de 2 élu.e.s au CNESR - Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche - ; le maintien miraculeux de 3 élu.e.s au CNOUS - Centre National des Oeuvres Universitaires et Scolaires - ; sans oublier que nous avons deux CROUS sans élu.e.s UNEF. Il est grand temps de faire un réel bilan critique de ce que nous avons fait et trouver des réponses aux problèmes que nous rencontrons.

Comment reconquérir le milieu étudiant ? Comment faire de l'UNEF un outil efficace et démocratique, utile et ambitieux ? Si nous ne voulons pas détruire une organisation centenaire ayant obtenu 2 échelons de bourses supplémentaires, s'étant battue contre la guerre d'Algérie, ayant créé le CROUS, et j'en passe, il est temps de mettre en place un modèle qui fonctionne.

1. Des déserts syndicaux à reconquérir

Le départ récent de 2 groupes syndicaux dans notre organisation fût une blessure qui sera difficile à réparer. D'abord d'un point de vue émotionnel, nous aurons besoin de dépasser les querelles de tendance, pour nous serrer les coudes et reconstruire un syndicat

fort. Ne leur donnons pas raison. Les deux scissions de notre syndicat ne s'en rendent peut-être pas compte mais au moment d'un appel à la convergence des luttes elles enfoncent une fois de plus la gauche dans la division. Comment faire pour porter la voix des étudiant.e.s face aux attaques dont nous sommes victimes ? Au-delà de ça, iels laissent derrière eux des déserts syndicaux comme Le Havre, Rouen ou encore Limoges et préfèrent s'implanter à Paris. Nous-même abandonnons des facs par manque de forces, de structure et de moyens.

Il est primordial pour l'UNEF de remettre un pied dans la fac. Les instances et la rue ne sont plus suffisantes à un milieu étudiant trop précaire. Il faut revenir sur les campus, militer quotidiennement grâce à une table à café permettant aux étudiant.e.s de discuter de leurs problèmes, de syndicalisme, etc. C'est comme ça que nous pourrions recruter et alimenter l'activité sur nos facs. La table à café n'est bien sûr pas le seul outil à utiliser. Les diffusions de tracts, l'organisation de bourses aux livres, de soirées en cité U, de ventes de sandwiches moins chers qu'au CROUS permettront également d'organiser la solidarité. Aujourd'hui la pression est tellement forte sur la nécessité d'être meilleur.e que les autres, pour accéder à un master ou tout simplement au métier qui nous convient, que les étudiant.e.s ne se rendent plus compte que les autres ne sont pas des ennemi.e.s, mais au contraire sont leurs allié.e.s contre cette logique de division et plus largement dans la lutte des classes. Par des actions concrètes, de l'information efficace et un réel lien aux étudiant.e.s nous prouverons la nécessité et l'utilité de l'UNEF sur toutes les facs de France. Cette présence est nécessaire pour mieux connaître les luttes quotidiennes. C'est le chemin vers des victoires locales qui porteront nos combats nationaux. Les dispos de solidarité doivent être financés et encouragés dans le cadre d'une véritable stratégie : maillage du territoire, formation des militant.e.s et cela, même entre tendances. La confiance doit régner entre tou.te.s les camarades pour reconstruire une UNEF forte et utile.

2. Un BN décisionnaire et efficace

Le travail du Bureau National actuellement est inefficace. Les suivis sont difficiles à assurer, les prises de décisions se font quasi-unilatéralement par la Tendance Majorité Nationale et le matériel produit est lacunaire. Une des conditions du travail collégial est la gestion des réunions du bureau national. Ces dernières se déroulent le vendredi à Paris et rassemblent l'ensemble des membres du bureau national, toutes tendances confondues, et de l'équipe statutaire de l'UNEF. Nous constatons que ces réunions n'ont plus lieu aussi régulièrement qu'avant. Elles doivent être vues comme un élément central du fonctionnement de notre syndicat. Ce n'est malheureusement pas le cas : dénuées de débats et de prises de décisions collectives, elles sont aujourd'hui un cadre vide de sens, théâtre de rapports de force et de la bureaucratie de notre organisation.

Comment mettre en place une activité efficace du BN pour aider les AGE à se concentrer sur leur militantisme quotidien ? Comment faire des commissions des organes prenant en compte les conditions matérielles d'existence des sections locales ? Comment donner une structure démocratique à l'outil national ?

Le contexte actuel oblige le BN à produire le matériel militant, que ce soit des formations de fond, des tracts, des visuels, des vidéos dû à un manque d'autonomie des AGE. Cela doit se faire en fonction des AGE, laissant ainsi le temps aux statutaires de reconstruire

tranquillement sans avoir à se préoccuper de toute cette bureaucratie. Les tracts ne sont pas attrayants et peu nombreux, inadaptés localement ou quasiment. Comment aborder une campagne comme le Plan Étudiants avec un tract pauvre en fond, peu attractif et inchangé pendant un semestre ? Comment des étudiant.e.s et des militant.e.s peuvent rester intéressé.e.s et motivé.e.s pour militer lorsque le matériel ne permet pas de redonner un souffle à la campagne ? Il est temps de revenir aux bases. L'AGE doit être maîtresse de son activité et doit obtenir régulièrement du matériel produit par les commissions afin de s'adapter plus facilement. Ce n'est pas aux sections locales de s'adapter pour les campagnes nationales mais bien l'inverse. Peu importe les tendances, des rapports réguliers de l'activité de chaque AGE doivent être faits lors des réunions BN. De là découlent les besoins et les tâches qui peuvent alors être réparties entre les commissions. Elles seront chargées de produire et de faire parvenir le matériel aux AGE via les suivi.e.s. Ces bilans réguliers doivent constituer le coeur de notre fonctionnement et ils forceront les suivi.e.s à s'informer plus régulièrement de la situation de leurs villes.

Les réunions de BN doivent l'endroit où s'adaptent les campagnes, font un point sur l'actualité de l'ESR et décident de l'activité nationale de l'UNEF. Les BN de chaque tendance doivent être inclu.e.s dans ce processus de décision. Une des conditions de la co-construction est l'égalité d'accès à l'information. De l'état de la trésorerie de l'UNEF à l'avancée d'une négociation avec le ministère, la qualité d'une analyse syndicale provient des informations mises à disposition.

3. Des temps collectifs utiles et ouverts

L'UNEF se perd actuellement dans une démarche très peu démocratique qui ne laisse la parole à personne sauf à la TMN. Les temps collectifs sont restreints, les adhérent.e.s et militant.e.s déconnecté.e.s des enjeux nationaux et très peu d'acteur.rice.s construisent l'UNEF.

Comment permettre à toutes et tous de se sentir membre de l'organisation tout au long de l'année ? Comment faire des congrès un vrai moment de camaraderie, de démocratie, de débats, et de formation ?

Les teamspeaks de province n'ont plus lieu, les CN sont restreints et les formations nationales dépourvues de fond et d'efficacité. Il est temps de s'ouvrir, les WEB doivent être mis en place avec non seulement plus de moyens mais surtout plus d'ambition. Le dernier week-end statutaire national a été un échec non seulement en terme de nombre - très peu de nouvelles têtes - mais également en nombre comme en qualité de formations proposées. Un.e statutaire sait en général qu'il doit imprimer des tracts et participer aux réunions pour sa campagne de rentrée. Les formations doivent être adaptées au public qui nous fait face, et non rester figées dans le temps. Les formations pourraient être organisées par tou.te.s les membres du BN et pas seulement la TMN. Ces formations collectives permettraient de mieux s'organiser et apporter plus qu'une simple formation TMN.

Les CN doivent être réformés, un nombre de mandat devrait être fixé par AGE (3 semblerait être le mieux) en plus des BN. Ces Collectifs Nationaux doivent se transformer en Conseils Nationaux permettant aux statutaires d'apporter leur point de vue sur le bilan d'activité et construire avec le BN la feuille de route des 3 prochains mois. Ils permettrait aux

statutaires de se former politiquement et de se sentir inclu.e.s dans les processus de décisions nationales. Mais encore une fois, si les AGE appartiennent à une tendance, il devient difficile de les laisser s'exprimer notamment au moment des votes. Il est temps de laisser nos militant.e.s et nos statutaires s'émanciper de "la ligne" qui nous pousse à voter en bloc, laissant encore la majo de décider.

La question des temps nationaux ouverts soulève un autre problème : l'organisation de l'austérité. En effet, le manque de moyens se fait lourd. Mais c'est en nous organisant mieux que nous ferons des économies. Le système en tendance ne nous pousse pas à remonter nos cartes de manière systématique - à part en année de congrès - alors que les cotisations sont notre source de financement principal. C'est aussi en réformant ce système que nous pourrions organiser quelques temps collectifs de plus sans pour autant nous ruiner.

4. Des campagnes intéressantes et un rythme militant adapté

La question des campagnes est primordiale. Non seulement elles doivent se nourrir des réalités de chaque section locale pour se construire mais nous devons tout simplement apprendre à en construire une. Une campagne n'est pas uniquement égale à un tract, des visuels et des affiches. Elle doit se doter de fond politique, de formations et d'une plateforme de revendications pour aider les camarades à se former sur chaque section locale mais également leur donner un objectif. Les campagnes doivent également pouvoir s'adapter, ce n'est pas parce que nous avons prévu une campagne sur le racisme qu'elle ne peut pas être adaptée ou déplacée selon le contexte et les priorités. Nous sommes faibles et nous devons prioriser.

Les campagnes syndicales doivent redevenir notre fer de lance, non seulement parce que nous avons besoin de revenir aux bases de notre engagement mais également parce que les attaques contre nos droits se multiplient. L'UNEF doit redevenir la référence en matière de défense des droits des travailleur.euse.s en formation, surtout au vu du nombre d'étudiant.e.s en difficulté qui ne fait qu'augmenter. La campagne NSPNA était intelligente. Adaptable localement, elle permettait de faire un état des lieux précis des difficultés et des avis des étudiant.e.s présent.e.s sur nos campus. Malheureusement, le matériel à disposition n'était pas satisfaisant. Communiquer avec les étudiant.e.s via les réseaux sociaux n'est pas facile et ne permet pas de créer un lien avec eux, cela rend donc plus difficile de les faire adhérer au syndicat. Des questionnaires papier à faire remplir et à rentrer directement dans NSPNA auraient été plus efficaces tout en utilisant quand même les réseaux sociaux et mail-lists pour toucher un maximum d'entre eux. La question des campagnes implique nécessairement notre manière de militer au quotidien, le bouton de veste, les interventions en amphi, les diffusions de tracts doivent redevenir des automatismes car nous les avons perdus.

Une autre question peut être soulevée : si nous avons perdu ces automatismes, n'est-ce pas seulement à cause d'un manque de formation des camarades mais aussi par une évolution de la vision de leur militantisme ?

Aujourd'hui, le milieu ayant évolué, les futur.e.s militant.e.s ne seront peut-être plus une génération sacrifiant quasiment leurs études pour la lutte. Mais ce changement dans les manières de penser n'est pas incompatible avec l'activité militante. En effet, nous pourrions mettre en place sur certains CAS - Comité d'Action Syndicale - des délégué.e.s de promo.

Nos militant.e.s iraient en cours et feraient des interventions dans leurs amphis, donneraient des tracts à l'entrée ou à la sortie des cours et se feraient connaître comme celle ou celui qui a la réponse à toutes les questions. Cette activité n'empêche pas de sortir une table à café, bien au contraire. Elle implique une toute autre organisation en fonction des personnes et des dispos.

5. Repolitiser nos campus pour faire revivre la conscience collective

Les universités ne sont pas des lieux neutres. Elles ont longtemps été le coeur de débats politiques et de mobilisations. Haut lieu de formation et d'émancipation des futur.e.s travailleur.euse.s, le monde universitaire a longtemps été un terreau de remise en question et de critique de la société.

Force est pourtant de constater que nos universités se sont aseptisées. La démocratie étudiante est un écran de fumée. Le nombre d'él.u.e.s étudiant.e.s en conseil est ridicule et il est trop souvent à charge des organisations étudiantes de communiquer sur les enjeux électoraux. Pour l'UNEF, notre devoir est de faire de ses él.u.e.s non pas des él.u.e.s étudiant.e.s mais bien des él.u.e.s syndicalistes. Ce n'est pas en conseil que nous connaissons le plus de victoires mais dans des commissions fondamentales comme les commissions disciplinaires, d'exonération des frais d'inscription ou encore dans les commissions aides sociales du CROUS. La formation des él.u.e.s est donc primordiale. Apprendre à nos él.u.e.s à défendre des étudiant.e.s en conseil et les former politiquement sur les questions de fond nécessite encore une fois des moyens à mettre en place et des formations collégiales de toutes les tendances.

La multiplicité des formations et des établissements d'enseignement supérieur, qui ont rendu le diplôme individuel et concurrentiel, ont contribué à la destruction de la conscientisation du milieu étudiant, de l'idée de commun. Le chacun pour soi prend une place prépondérante sur nos campus, tout autant que la banalisation de la précarité. Devenus lieux de passage et de course aux diplômes, les campus sont peuplés d'étudiant.e.s prêt.e.s à être précaires pour être diplômé.e.s. L'angoisse de l'avenir fait que chacun.e se fige sur les difficultés à très court terme, telles que réussir les partiels.

Notre syndicat, par sa présence sur l'ensemble des lieux d'études, doit permettre de réintroduire les débats concernant nos études et notre avenir. Mais notre présence ne peut suffire. Il faut aussi que les établissements deviennent des réels lieux de vie, réappropriés par ceux qui les composent.

Toutes ces questions ne sont pas posées pour blâmer la direction mais pour proposer encore une fois un modèle qui a fait ses preuves et qui les fait encore. Nous poser les bonnes questions, nous adapter à la réalité des choses, nous faire confiance et travailler ensemble sans prendre en considération l'appartenance à une tendance pour faire cesser des guerres de positions absurdes et vides de sens, voilà ce qui nous permettra de recruter, former, et accompagner des camarades qui feront l'UNEF de demain. Il est temps de relever la tête et d'avancer.

III. Pour un Enseignement Supérieur de qualité et accessible à tou.te.s

Dans le contexte actuel, nous ne pouvons malheureusement que très peu nous attarder sur des revendications poussées. L'urgence du contexte nous oblige à aborder la question de notre vision de l'Enseignement Supérieur avec des revendications claires et des objectifs précis que nous ne pouvons nous permettre de ne pas atteindre. L'échec ouvrirait la porte déjà entrouverte aux Grandes Entreprises et au marché de la formation. Pour une compréhension efficace de notre projet, nous ne nous attarderons pas sur des questions secondaires mais nous concentrerons sur les éléments essentiels qui détruisent chaque jour un peu plus notre accès à la formation.

1. Un diplôme protecteur et accessible à tou.te.s

Les modèles d'organisation de l'ESR précédent favorisaient déjà la reproduction sociale. Depuis les années 70, on assiste à une massification continue de l'enseignement supérieur. Certes, le nombre d'étudiant.e.s en France va croissant mais tou.te.s les néo-bachelier.e.s n'entrent pas dans la formation supérieure et toutes et tous n'y réussissent pas. Ce qu'on appelle donc la démocratisation n'a pas eu lieu : les classes favorisées restent celles qui réussissent le mieux et qui sont les plus diplômées. Pour preuve, seul.e.s 9.8 % des étudiant.e.s accédant au Master sont des enfants d'ouvrier.e.s²².

En outre, cette sélection est encore plus prégnante chez les étudiant.e.s issu.e.s de l'immigration : si en moyenne en France 18 % de la population est diplômée à bac+3, iels ne sont que 8 % chez les étudiant.e.s originaires d'Algérie et 6 % des pays du Sahel. Au-delà de son aspect social, la sélection à l'université est aussi le reflet d'une véritable ségrégation raciale qui opère dans la société française.

Mais aujourd'hui, la sélection de classe se fait plus forte et s'organise en trois volets :

-Sélection sociale : jusqu'à présent, l'accès à l'enseignement supérieur ne demandait qu'une chose : avoir le bac. Mais les réformes récentes ont conduit à une réelle sélection à l'entrée à l'Université. Aujourd'hui à cause de Parcoursup, plus de 500.000 candidat.e.s sont sur le carreau. En lien avec le Plan Etudiants, la plateforme permet de sélectionner de manière déguisée : l'objectif est d'individualiser les parcours pour créer des filières "poubelles" et des filières d'élite, les bacs les moins valorisés allant vers les filières les moins élitistes, en plus -comme dit plus haut- de détruire le cadrage du diplôme pour précariser les futur.e.s travailleur.euse.s.

Les logiques libérales appliquées dans l'enseignement supérieur ont introduit comme caractéristique identitaire de nos études l'offre de formation à la carte et l'individualisation du diplôme, inégalitaire sur le territoire.

L'enjeu fut double : sortir toujours plus les formations de l'université publique et instaurer l'autonomie pédagogique dans les établissements.

En conséquence, notre enseignement supérieur se compose aujourd'hui en une myriade de parcours, plus ou moins longs, plus ou moins professionnalisants, plus ou moins financés par l'argent public. Ainsi en 1966, on crée les Instituts Universitaire et Technologique (IUT) pour

²² SOURCE: https://www.inegalites.fr/Les-milieux-populaires-largement-sous-representes-dans-l-enseignement-superieur?id_theme=17

que le patronat du bassin local trouve la main d'oeuvre qui lui manque. Six ans plus tôt, on créait de Brevet de Technicien Supérieur, implanté sur les lycées et accueillant les bacs technologiques. D'année en année, le nombre d'écoles privées augmente sur notre territoire, faisant concurrence au public, accaparant les étudiant.e.s issu.e.s des milieux les plus favorisées.

La modification de l'Arrêté Licence permet également une forme de sélection en laissant l'autonomie aux universités de décider si oui ou non elles souhaitent mettre en place la 2ème session ou la compensation. Le cadrage national de notre diplôme n'en est que plus fragilisé.

-Sélection géographique : toujours sur des questions de sélection, la mise en place des ComUEs et aujourd'hui la fusion de nombreuses Universités en France permet une forme de sélection sociale. La fusion est une menace pour les Universités. En effet, les fusions ou ComUEs permettent soit-disant plus de chances pour les Universités d'obtenir des appels à projet nationaux mais surtout internationaux. Elles ont été créées dû à 2 lois : la LRU (Loi Liberté et Responsabilité des Universités, 2007) obligeant à trouver 20% de leur budget dans le privé et la loi Fioraso (2013) obligeant les établissements de l'ESR à se regrouper soit en ComUE (Communautés d'Universités et d'Etablissements), en établissements expérimentaux, fusions, etc. Les appels à projets dont il est question sont des financements fléchés, donnés par de grandes entreprises en général pour pouvoir implanter leur marque dans les facs. Ces appels à projets permettent aux Universités de combler les 20% non-financés par l'Etat mais ne sont pas forcément répartis équitablement entre les différents Établissements d'Enseignement Supérieurs membres de la ComUE ou autre regroupement d'établissement, ni même dans les UFR d'une même fac. Cela entraîne donc une forme de concurrence entre les Universités, les plus petites se faisant manger par les plus grosses. Cette disparition lente mais stratégique des facs de proximité entraînera bien sûr des difficultés pour les étudiant.e.s ne pouvant se permettre d'aller étudier trop loin. Encore une fois ce seront les classes populaires qui se retrouveront restreintes par ce système ultra-libéral. De plus ces fusions entraîneront le licenciement de nombreux.euse.s salarié.e.s, la réduction du nombre d'él.u.e.s dans les conseils et sans aucun doute la mutualisation des SUMPPS, SUAPS, SUIOIP, etc.

-Sélection économique : les capitalistes instaurent lentement mais sûrement une sélection économique encore plus forte par le biais d'une hausse des frais d'inscription pour les étudiant.e.s étranger.e.s mais aussi par la création d'un impôt étudiant : la CVEC. L'objectif est simple : faire investir l'étudiant.e dans sa formation. La formation doit devenir un investissement personnel dans plusieurs sens, le sens premier étant un investissement de temps et d'énergie pour valider ses partiels. Mais bientôt seul notre compte en banque comptera : plus nous pouvons payer et plus nous pourrons avoir de formations "de qualité". Cet investissement comporte plusieurs problèmes. Celui évident de la sélection, un diplôme excessivement cher ne sera pas accessible à toutes et tous au vu des disparités de la population. Un endettement dès l'entrée à la fac pour celles et ceux ayant le luxe de pouvoir faire un prêt étudiant. Voulons-nous réellement reproduire le modèle Américain ? Avec des étudiant.e.s stressé.e.s, endetté.e.s alors qu'ils arrivent à peine dans la vie active, comment acheter une maison, une voiture, etc. lors que nous avons déjà une dette à rembourser ?

L'autonomie pédagogique devient la norme. Quelque soit la formation suivie, elle n'est jamais identique d'un établissement à l'autre. Les parcours et les options à suivre en licence forcent les étudiant.e.s à composer elleux-même leur formation. Iels ne sont plus protégé.e.s, sur le marché du travail, par un diplôme national, uniforme sur le territoire. Ce procédé est un réel frein à l'insertion professionnelle : il faut que nous ayons choisi le parcours, les options, les stages correspondant le plus à l'emploi auquel nous souhaiterons postuler quelques années plus tard. Chaque formation ayant son contenu propre, il faut principalement espérer être bien tombé.e et que notre parcours correspondra aux exigences du patronat.

Pour cette raison, nous demandons la mise en place du cadrage national du diplôme : pour une même formation, le contenu, ainsi que sa qualité, son niveau, et ses conditions d'obtention doivent être les mêmes sur l'ensemble du territoire.

Cela suppose sans nul doute que les financements de l'Etat, qui correspondraient à 100% du budget global, soient attribués selon les besoins et non selon les performances des établissements.

Nous devons donc axer nos combats sur ces questions, contre les fusions, pour un budget entièrement financé par l'Etat, et pour des diplômes cadrés nationalement et accessibles à toutes et tous. Mais ces combats ne doivent être que la passerelle entre l'ESR ultra-libéral et notre projet pour l'ESR accessible à tou.te.s, public et émancipateur. Pour nous, l'université de demain devra être l'université des savoirs et des savoirs faire sans différenciation entre les formations pratiques et les formations théoriques. Nous croyons en un ESR émancipateur pour toutes et tous, dont les formations sont toutes connectées à la recherche.

Il y a donc urgence à rapatrier les formations vers les universités publiques, pour que tout le monde soit logé.e à la même enseigne et bénéficie des mêmes droits. Il faut en finir avec l'idée qu'une formation courte doit nécessairement être déconnectée de la recherche et ne consister qu'en de l'enseignement pratique et non théorique, comme c'est le cas pour les BTS.

Ce fait nécessite pour le moins que le budget investi dans la recherche soit conséquent. Or, l'inverse se produit. Comme nos formations, on fait de la recherche un élément rentable : on investit dans les sciences utiles au bassin économique local et délaisse les autres. Les intérêts du patronat deviennent donc un critère de recherche, plus que le progrès social. Cette priorisation impacte jusqu'aux doctorant.e.s : si ta recherche est compétitive, ta thèse a de grandes chances d'être financée par l'école doctorale. Si elle ne l'est pas, attends-toi à être précaire.

Enfin, il est temps de dépasser la division entre formation initiale et formation continue. Notre action doit au contraire tendre à fluidifier le processus de reprise d'études pour permettre au maximum de travailleur.euse.s de compléter leur formation, sans avoir à payer des frais d'inscription exorbitants.

2. Pour un service public de l'ESR protecteur

On entend souvent parler du CROUS comme notre service public, soyons bien conscient.e.s qu'il est aujourd'hui en train de se faire démanteler.

Tout d'abord à cause de la privatisation à outrance. Depuis quelques temps la restauration et les logements gérés par le CROUS sont de plus en plus financés par des entreprises privées. Que ce soit les cafétérias "CROUS" où les sandwiches coûtent plus cher qu'au magasin ou les cités U à moitié privées avec des loyers très peu sociaux, le service public du CROUS est victime des mêmes attaques que le service public tout court.

La nouvelle réforme qu'annonce le gouvernement concernant les CROUS n'annonce rien de bon. En effet, le projet de la FAGE a l'air d'avoir convaincu le gouvernement puisqu'ils ont décidé de rassembler bourses, APL et prime d'activité, tout ça géré par un organisme qui ne sera sûrement pas le CROUS. Nous en venons alors à un autre problème de notre syndicat : les batailles menées dans l'ESR peuvent être menées sur plusieurs fronts. Il est évident qu'il nous faut contacter les syndicats professionnels du CROUS et du CNOUS. C'est en travaillant de concert avec la CGT CNOUS et CROUS que nous avons pu proposer des revendications communes et ainsi défendre les étudiant.e.s sans attaquer les travailleur.euse.s. Nos liens avec les syndicats de travailleur.euse.s ne sont pas assez forts, localement comme nationalement. Nos luttes sont intimement liées et il est donc nécessaire de travailler en harmonie avec elleux.

Le cas des étudiant.e.s étranger.e.s est également problématique. Iels représentent près de 41.5% des doctorant.e.s inscrit.e.s dans les écoles doctorales françaises. Pour autant, iels doivent faire face à nombre de discriminations sur leur lieu d'étude. Notre service public ne peut plus jouer le jeu de la division entre les étudiant.e.s : toute personne inscrite dans l'enseignement supérieur doit avoir accès aux mêmes droits, que ce soit les bourses, le logement, la restauration ou la culture. Et, nous ne le répéterons jamais assez : une carte étudiante = une carte de séjour.

En clair, le CROUS se transforme mais pas de la bonne manière. Notre projet doit être simple :

- un cadrage national du prix du m² en cité U pour permettre à toutes et tous d'être logé.e à prix social peu importe sa localisation.

- le ticket RU à 2,25€ soit moitié du coût de production d'un repas au RU

- enfin une réforme du système de bourse qui passe principalement par des bourses n'étant pas calculées sur les revenus des parents mais sur les revenus propres de l'étudiant.e.s pour permettre à tou.te.s d'aller à la fac sans pression.

- la carte de séjour pluriannuelle, inscrite dans la loi, doit désormais être mise en application car il faut en finir avec l'angoisse des préfectures qui, sans ciller, renvoient des étudiant-e-s dans leur pays, pour x ou y raison. Une inscription à la fac = un titre de séjour.

Mais ces revendications doivent rester l'intermédiaire pour finalement gagner la reconnaissance des étudiant.e.s en tant que travailleur.euse.s en formation. In fine, la notion de travailleur et travailleuse en formation repose sur le principe de Sécurité Sociale. Construit sur un principe d'unicité - universalité des bénéficiaires, unicité des cotisations, uniformisation des prestations - la sécurité sociale ancre son fonctionnement dans la cotisation sociale prélevée sur la richesse créée par le travail. Ces cotisations sont mutualisées pour répondre aux besoins sociaux des travailleurs et travailleuses. On cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Pour Action Syndicale cette idée est constitutive de notre projet de mise en protection des étudiant.e.s. L'accélération du progrès technique et des

moyens de production ont créé un besoin nouveau, celui de la formation. Or, depuis toujours, les capitalistes ont créé un risque : le chômage de masse. Nous imaginons notre statut social en cohérence : il y a d'une part le plan de relance de la protection sociale dont le financement revient à l'Etat et, d'autre part, l'allocation sociale du travailleur en formation qui revient à la sécurité sociale.

Mais aujourd'hui, nous sommes bel et bien rattaché.e.s à la Sécurité Sociale. Faut-il crier victoire ? Non. La question est aujourd'hui peu convaincante : ce rattachement est plutôt une stratégie capitaliste pour pousser la Sécurité Sociale dans un gouffre. Elle devrait être financée différemment afin de permettre sa survie, et ainsi permettre aux étudiant.e.s d'être couvert.e.s à 100% sans besoin de payer une mutuelle privée.

Nous avons conscience de la portée réellement révolutionnaire de notre proposition et sommes convaincu.e.s que celle-ci doit se construire en cohérence avec l'ensemble des organisations syndicales. Parce que nous travaillons dans un environnement contraint nous appellerons à la création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale, tout en sachant qu'il faut néanmoins se battre pour l'unification des caisses autour d'une gestion unique de la sécurité sociale.

Afin de reconstruire ce syndicat, menons un plan de resyndicalisation des facs. Organisons la solidarité entre les étudiant.e.s. Battons-nous pour des universités émancipatrices et démocratisées. Il est temps de remettre les pieds sur le terrain, de syndicaliser un maximum, et ensemble, toutes tendances confondues, de rebâtir une société en perdition, aux côtés des travailleuses et des travailleurs.